



HAL
open science

Liens familiaux dans le Berlin d'(après)-guerre (1939-1961)

Clément Collard, Elissa Mailänder, Lola Zappi, Selim Nadi

► To cite this version:

Clément Collard, Elissa Mailänder, Lola Zappi, Selim Nadi. Liens familiaux dans le Berlin d'(après)-guerre (1939-1961): atelier topographique d'histoire sur le terrain. [Rapport de recherche] Centre d'histoire de Sciences Po. 2016. hal-03470007

HAL Id: hal-03470007

<https://sciencespo.hal.science/hal-03470007>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LIENS FAMILIAUX DANS LE BERLIN D'(APRÈS)-GUERRE (1939-1961)

ATELIER
TOPOGRAPHIQUE
D'HISTOIRE
SUR LE TERRAIN

du 24 avril au 1^{er} mai 2016

Centre Marc Bloch
Friedrichstrasse 191, 10117 Berlin

RAPPORT FINAL

L'atelier pédagogique innovant d'histoire sur le terrain proposé en 2016 à des mastéran.t.e.s et des doctoran.t.e.s grâce au financement IDEX de l'université Sorbonne Paris Cité (USPC venait poursuivre une coopération scientifique et pédagogique pluriannuelle entre le Centre Marc Bloch (Berlin) et le Centre d'histoire de Sciences Po Paris (membre d'USPC), auxquels s'est associé en 2016 le Centre d'études et de recherche sur l'espace germanophone (CEREG) de la Sorbonne Nouvelle (membre d'USPC). L'expérimentation pédagogique menée depuis plusieurs années a donc permis de stabiliser le format de l'atelier.

LES ATELIERS TOPOGRAPHIQUES : UNE PÉDAGOGIE INNOVANTE

Les ateliers topographiques partent du constat que les bouleversements historiques s'incarnent dans des lieux palimpsestes qui sont sans cesse construits, détruits, reconstruits et dans lesquels des traces palpables de l'ancien demeurent sous la nouvelle trame topographique. C'est ce que la visite « Marcher dans la ville », proposée par **Caroline Marburger** a montré. Le travail de l'historien.ne bénéficie tout particulièrement d'une plongée dans les différentes strates topographiques d'un lieu, parce que les traces laissées sont plus ou moins directement déchiffrables.

Une collaboration entre
le **Centre d'histoire de Sciences Po**, Paris (Elissa Mailänder),
le **Centre Marc Bloch**, Berlin (Aurélie Denoyer) et
le **Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Espace germanophone de la Sorbonne Nouvelle**, Paris (Patrick Farges).



Bundesarchiv, Bild 183-68197-0008
Foto: Stumm, Horst | 28. Oktober 1950

Il s'agit donc d'interroger tant la matérialité de l'espace et sa signification, que les pratiques sociales qui y sont liées. Berlin constitue à ce titre un terrain propice à l'observation des ravages de la guerre, du chaos de l'après-guerre et des logiques de la « guerre froide ». Cette métropole est aussi au cœur des reconfigurations d'une société ayant subi et soutenu à différents degrés des régimes dictatoriaux. Ces mutations radicales se sont profondément inscrites dans le tissu urbain berlinois.

Les ateliers topographiques se rapprochent de modèles pratiqués par exemple dans les universités américaines et allemandes, à l'instar des *Historical/Cultural Fieldwork Initiatives* ou des *Geschichtswerkstätten* (ateliers d'histoire) qui mettent l'accent sur des pratiques de construction/appropriation des savoirs par les étudiant.e.s (*Student Initiated Knowledge*). Ces modèles pédagogiques innovants mettent en avant le travail actif avec des sources primaires et des lieux historiques à des fins d'appropriation et d'allers-retours avec des savoirs constitués.



En choisissant d'explorer les bouleversements affectant les liens familiaux dans l'(après-)guerre (1939-1961), il s'agissait donc d'aborder par le **terrain** l'histoire de l'Allemagne avec un public constitué de spécialistes et de non-spécialistes. Animé par **Aurélie Denoyer** (Centre Marc Bloch Berlin), **Patrick Farges** (Sorbonne Nouvelle) et **Elissa Mailänder** (Centre d'histoire de Sciences Po), trois chercheur.e.s expert.e.s de différents aspects de l'histoire de l'Allemagne au XX^e siècle (histoire du nazisme, histoire juive, histoire de la RDA), l'atelier a également été l'occasion de faire appel à des historien.ne.s, des sociologues, des politistes venu.e.s présenter des aspects spécifiques de leur recherche, en lien avec le thème de l'atelier. Au cours de la semaine, les activités en séminaire ont ainsi alterné avec les sorties et les visites culturelles animées par des experts de terrain (guides conférenciers, archivistes, commissaires d'exposition, etc.) et des post-doctorants, qui ont fait partager leurs propres approches des sources et leur méthodologie de recherche.

Avec la visite de lieux historiques, il s'agissait aussi de se rapprocher d'une « histoire du vécu » et des lieux de vie. L'atelier topographique se voulait un lieu d'apprentissage d'histoire par le terrain et par la mise en pratique : archives, musées, lieux de mémoire, etc. Il a été conçu pour un public capable de s'appropriier des méthodologies ainsi qu'une thématique de manière autonome grâce à un programme de lectures préalable constitué de textes de référence. Il s'agissait également de proposer une expérimentation pédagogique tutorée. L'idée était de sortir de l'université pour transmettre des connaissances historiques et méthodologiques *in situ*, par le terrain et par la pratique, et ce sur une période intense d'une semaine. L'atelier s'est déroulé du 24 au 30 avril 2016 et a réuni un groupe de quinze participant.e.s, divisé.e.s en groupes de travail de trois à quatre personnes. Chaque groupe avait pour objectif de suivre tout au long de l'atelier un thème transversal particulier et d'en proposer une synthèse. Les thèmes des groupes de travail étaient les suivants :

- État et politiques familiales ;
- Vie quotidienne (*Alltagsgeschichte*) ;
- Domination et rapports de pouvoir ;
- Représentations et cultures matérielles.

Les séances « plénières » ont ainsi alterné avec des séances de travail en groupe. La semaine s'est achevée par une session de restitution/ mise en commun des différents groupes de travail. Chaque participant.e a ainsi été amené.e à travailler en groupe sur un rapport scientifique de l'atelier, en approfondissant et en s'appropriant une thématique transversale. L'atelier offre donc un apprentissage tutoré à la recherche appliquée.



Volume horaire global de l'atelier = 52h réparties de la manière suivante :

- Groupes de travail : 14h
- Visites et excursions : 12h
- Séminaire : 12h
- Conférences : 4h
- Moments de convivialité : 10h

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE : GENRE, QUOTIDIEN, LIENS FAMILIAUX DANS LE BERLIN D'(APRÈS)-GUERRE (1939-1961)

Le XX^e siècle est à la fois le siècle d'une reconfiguration profonde des relations sociales de genre et le « *century of sex* » (Dagmar Herzog). En Allemagne, il a été caractérisé par deux régimes ayant exercé à différents niveaux des formes de contrôle sur les vies privées et les sphères intimes des individus. L'atelier topographique était centré sur les dynamiques familiales et les liens de parentalité, pendant et après la Seconde Guerre mondiale : relations entre époux, divortialité, relations extra-maritales, liens de filiation, adoption, recompositions familiales, etc. Il s'agissait de réfléchir à ces reconfigurations durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), dans l'immédiat après-guerre (1945-1949), dans les deux Allemagne (à partir de 1949) et jusqu'à la construction du mur de Berlin en 1961. La période 1939-1961 a en effet mis les relations familiales à rude épreuve : de nombreux couples séparés ont fait l'expérience de l'aliénation affective, des hommes berlinois ou transitant par Berlin ont fait l'expérience de la captivité ou de la démobilisation, des femmes de toutes classes sociales ont « fraternisé » avec l'ennemi, d'autres ont subi des viols par l'occupant. En tant que membres de la nation vaincue, près de 2 millions de femmes allemandes ont été victimes de viol commis par les soldats d'occupation (soviétiques, mais aussi américains ou français). Le viol en temps d'(après-)guerre vise, par l'atteinte au corps des femmes, les hommes et la nation, ainsi que la filiation. Par ailleurs, durant une brève période, le statut hégémonique des hommes au sein de la famille et de la société a vacillé. Le chaos de la sortie de guerre a donc créé des marges de manœuvre en termes de rapports de genre, de la part des hommes mais aussi de femmes, menant à des tensions genrées importantes, notamment au sein des couples et des familles.

L'approche méthodologique privilégiée ici est l'histoire du quotidien, qui très tôt a placé au cœur de son programme de recherche l'examen des relations concrètes entre et à l'intérieur même des sexes. L'histoire du quotidien se présente comme une forme de micro-histoire, en ce qu'elle permet d'analyser historiquement les relations interpersonnelles et qu'elle met en avant la perspective des acteurs, leurs expériences vécues et leurs pratiques sociales. Le quotidien s'apparente ici au « temps vécu », qui change en fonction du contexte social. Ainsi l'*Alltagsgeschichte* (Alf Lüdtke) a-t-elle cherché à se détacher d'une histoire sociale centrée uniquement sur les structures, pour proposer une histoire des pratiques et des mobiles (stratégies) des acteurs. Le prisme de l'histoire du quotidien permet également de mettre en exergue les possibles marges de manœuvre dans le quotidien, notamment sous un régime autoritaire. De fait, dans une logique de contraintes et de restrictions, l'individu met en œuvre des stratégies de survie et d'adaptation, d'arrangements, de profit personnel, qui vont de micro-actions avec peu de conséquences à de véritables actes de résistance. La focalisation sur l'his-

toire du quotidien met en avant les complexités et les contradictions des réalités vécues par les acteurs historiques.

La famille est considérée ici comme un assemblage d'individus réunis par des liens de parenté. Conjuguant son quotidien dans la sphère privée comme publique, la famille étend son réseau à de multiples dimensions sociales. En ce sens, la famille en tant qu'objet de recherche, est un prisme reflétant les mécanismes relationnels et les rapports d'influences, tels que les relations de genre, les relations intergénérationnelles ou encore les rapports raciaux. Pourtant, la nature « privée » de la famille et des liens qui unissent ses membres en font un « acteur social » particulier. Comment donc conjuguer le caractère privé de la famille à sa dimension sociale ?

LES LIENS FAMILIAUX FACE AUX INSTITUTIONS ET FACE À L'ÉTAT

Une manière de penser la vie quotidienne d'après-guerre est la pénétration des idéologies dans la vie familiale, durant la dictature national-socialiste évidemment, mais aussi au sein des deux Allemagne. À l'Est comme à l'Ouest, l'idéologie et les nouvelles valeurs ont restructuré la vie des familles au quotidien. En outre, la conception idéologique de l'égalité homme-femme a changé la vie quotidienne des femmes et des familles dans l'après-guerre et le statut des femmes est devenu un enjeu dans la compétition que se livraient les deux systèmes.

Les politiques familiales constituent l'un des lieux d'interaction entre les objectifs de l'État et la vie privée et intime des individus. Ces politiques dépendent donc des orientations idéologiques de l'État et de ses institutions en matière de famille. L'État national-socialiste par exemple, soucieux de pureté raciale, de la création d'un nouvel être humain, mais menant aussi une politique de guerre et de colonisation à l'Est, a appliqué à sa politique familiale des demandes diverses et parfois contradictoires. Le régime national-socialiste est intervenu sur une répartition genrée des rôles au sein de la cellule familiale, en modelant les attentes et les devoirs des maris/pères et des épouses/mères. De même, la législation raciale (lois de Nuremberg) a modifié dès 1935 les rapports familiaux, notamment genrés.

Pourtant, les conditions même de la guerre ainsi que l'exercice réel des normes imposées ont créé des marges de manœuvre dans les familles, et ce au cœur même du régime totalitaire. Loin d'être univoque, le modèle de la famille durant la période national-socialiste oscille entre injonctions traditionalistes et émancipation pour celles et ceux qui appartiennent à la « communauté du peuple » (*Volksgemeinschaft*). Les photographies montrées par **Sandra Starke** lors de la séance consacrée à « Photography, War, and Family » renseignent par

exemple sur la vision national-socialiste du mariage et sa mise en scène visuelle : position dominante de l'homme, rôle de père de famille, hiérarchie genrée. Sont pourtant occultés tous les éléments qui, en temps de guerre, viennent perturber le quotidien familial. Par ailleurs, le gouvernement national-socialiste met en place une politique de soutien actif aux familles aryennes : crédits au mariage à taux zéro, allocations familiales. Par le programme du *Lebensborn*, il autorise les femmes membres de la « communauté du peuple » à accoucher de manière anonyme, rompant avec une vision traditionaliste. Dans le même temps, les politiques familiales sont étroitement liées à la condition raciale. Même les élites de la société national-socialiste sont soumises au plus strict contrôle de leur sphère privée. L'exposé d'**Elissa Mailänder** souligne les contraintes auxquelles étaient soumis les membres de SS pour pouvoir se marier : il fallait notamment fournir un nombre important de documents au Bureau pour la race et le peuplement afin de certifier l'état de santé et de la « pureté » du sang. Or ces documents étaient parfois difficilement accessibles, en particulier en temps de guerre. D'une manière ambiguë enfin, les politiques familiales du « Troisième Reich » étaient à la fois natalistes et non natalistes. Le gouvernement incitait à la stérilisation ou à l'avortement des personnes atteintes de maladies génétiques, de malformations, de même que les criminels ou les Juifs. Au cœur de cette politique raciste se pose toutefois la question des « couples mixtes ». La ligne adoptée était de favoriser les divorces « mixtes », mais de ne pas les forcer. Finalement, comme le démontre **Susanne Beer** dans son exposé, les familles mixtes ont même parfois constitué une cellule de solidarité, permettant à un nombre non négligeable de Juifs d'échapper à la déportation. À la suite de l'arrestation de leurs maris juifs, un petit groupe d'épouses « aryennes » se sont par exemple rassemblées le 27 février 1943 au 2-4 Rosenstraße devant le bureau d'aide sociale de la communauté juive transformée temporairement en prison. Les autorités, craignant des importantes contestations acceptent leur libération. Dans le même temps, il est important de souligner qu'en dehors du mariage dit mixte (« *Mischehen* ») qui assure aux conjoint.e.s juif.ve.s une certaine protection, la punition pour les relations sexuelles entre personnes « aryennes » et juives comportait également un aspect genré. Les femmes « aryennes » ayant des relations avec des hommes juifs étaient punies moins sévèrement que des hommes « aryens » ayant une relation avec des femmes juives.

Pourtant l'analyse en termes législatifs a des limites puisque les discours officiels ne s'incarnent pas toujours de manière fidèle dans la réalité vécue. De même, avec l'effondrement de la dictature national-socialiste en 1945 et dans le contexte de déplacements multiples (*Vertriebene*, *Displaced Persons*, soldats démobilisés, etc.), les rôles socio-genrés ont été redéfinis. Dans l'immédiat après-guerre, les deux Allemagne, parfois encouragées par les forces d'occupation, ont (re)fondé des politiques familiales dans un contexte de concurrence entre les systèmes. Dans la réalité toutefois, les pratiques

quotidiennes des familles montrent de véritables similitudes. En République démocratique allemande (RDA), le nouveau système socialiste, qui visait à se détacher de l'ordre ancien, a proclamé l'égalité homme - femme. Les femmes peuvent aussi avoir un enfant hors mariage ou ne pas faire reconnaître l'enfant par le père. En accordant en outre la priorité de la formation des nouveaux citoyens à l'État, la RDA devient un laboratoire gigantesque en termes d'éducation et de garde des enfants, avec ses crèches, ses écoles et ses organisations de jeunesse. En République fédérale d'Allemagne (RFA) en revanche, cet aspect de la politique familiale reste limité. Se construisant en opposition au nazisme mais surtout à la RDA, la RFA intervient peu dans la sphère privée, du moins pas de manière directe. Ainsi, l'introduction d'un congé maternel de trois ans évince les femmes-mères du marché de travail : il s'agit donc d'une forme indirecte d'interventionnisme.



Visite du mémorial de la « Topographie de la terreur »

LIENS FAMILIAUX ET RAPPORTS DE POUVOIR AU QUOTIDIEN

Au cœur de ces interrogations se retrouvent *de facto* entremêlés des rapports de pouvoir multisca- laires, qui peuvent s'additionner et se superposer. Un individu peut être dominant.e dans un certain contexte tout en étant dominé.e dans un autre. Il est donc complexe d'étudier les rapports de pouvoir s'exerçant simultanément à l'échelle familiale, puis à l'échelle de la société globale. Jusqu'à quel point la cellule familiale incarne-t-elle le reflet de l'idéologie politique dominante ? Dans le cas présent, si le régime national-socialiste et la RDA ont effectivement troublé les identités, redéfini des catégories sociales et déplacé socialement des acteurs à l'échelle de la communauté publique, il est intéressant d'observer que ces remaniements se sont également exercés à l'échelle familiale.



Visite du musée *Blindenwerkstatt Otto Weidt*, un atelier en guise de cachette

Une analyse en termes de rapports de forces économiques et sociaux permet de complexifier l'analyse légale de l'évolution des rapports de domination et de pouvoir. Mentionnons, notamment, l'impact du déclassement économique et la recomposition des rapports de classes influençant les rapports de genre dans la famille (les femmes salariées qui, pendant la guerre, acquièrent un statut différent au sein de la famille, les hommes juifs qui sont dépossédés de leur rôle de soutien de famille). Pourtant, il existe bien des marges de manœuvre dans cette dialectique dominant/dominé, même au sein d'une société où l'État est posé en tant que pouvoir « tout-puissant ». Ces marges de manœuvre, si elles vont

parfois jusqu'à se matérialiser en véritables actes de résistance face au pouvoir étatique, s'incarnent dans une multitude de nuances. parfois jusqu'à se matérialiser en véritables actes de résistance face au pouvoir étatique, s'incarnent dans une multitude de nuances. Dans le cas, par exemple, des mariages mixtes dans l'Allemagne national-socialiste, la position plus vulnérable d'un homme juif dans la société (en tant que « dominé ») fut parfois contournée grâce à l'ébranlement des statuts genrés et à la position « dominante » de la femme aryenne qui assure, en quelque sorte, sa protection. Ainsi, en 1945, sur 15 000 survivants juifs, 10 000 avaient survécu parce qu'elles/ils étaient marié.es à un.e non-juif.ve. La frontière entre la sphère privée et la sphère publique est, dans ces contextes de guerre et de dictature, redessinée. L'État pénètre dans la cellule familiale en ébranlant les rôles éducationnels traditionnels des parents par le biais de la monopolisation de la formation scolaire et idéologique des enfants (*Hitlerjugend*, *Bund Deutscher Mädel* pour le « Troisième Reich » ; *Freie Deutsche Jugend* pour la RDA).

Autre exemple : lorsque la RDA mène une propagande active pour décrédibiliser la politique familiale de la RFA, elle impute les violences domestiques au régime capitaliste qui favoriserait l'inégalité genrée. Mais le traitement réel des violences domestiques est-il si différent à l'Est et à l'Ouest ? En réalité, les violences familiales ne font partie des préoccupations d'aucun des deux États, comme l'explique **Jane Freeland** à travers l'étude de cas de femmes soumises à des violences domestiques en RDA et en RFA. Malgré les différences de normes législatives et des attitudes sociales proclamées, il existe des similarités dans la vie quotidienne des familles : l'évolution de la fécondité est presque identique, et finalement l'organisation des familles patriarcale et l'autorité masculine restent la même jusqu'aux années soixante dans les deux États.

PRATIQUES QUOTIDIENNES ET CULTURES MATÉRIELLES

Les liens familiaux s'appréhendent, pour l'historien, grâce à des sources multiples, jamais neutres et toujours investies par les acteurs, quand elles ne sont pas produites par ceux-ci. Parmi le *corpus* constitué par les sources entrevues durant les différentes visites ou au cours des interventions ayant eu lieu dans le cadre de l'atelier, les objets et la matérialité des sources ont particulièrement retenu l'attention.

Qu'il s'agisse d'albums photo, de jouets d'enfants ou des clefs conservées par une famille en exil, les objets « racontent » quelque chose de la vie familiale et ont plusieurs fonctions : témoignages construits dans le cas des photographies, sources presque archéologiques en ce qui concerne les objets usuels, voire reliquats d'un patrimoine familial. Ainsi se dessine l'horizon d'une « famille matérielle », c'est-à-dire d'une approche de la sphère privée par les objets. L'appartenance à une communauté familiale ne

s'exprime pas uniquement par des liens interpersonnels mais fonctionne aussi comme une communauté symbolique matérialisée par un ensemble d'objets. Cette matérialisation de la famille était particulièrement frappante dans la conférence de **Catherine Gousseff** sur « Les liens dans la dispersion », où elle expliquait que le concept de « famille étoilée » correspondait à la perception dominante d'une Russie hors frontières caractérisée par très peu de prise en compte des lieux réels. Le choix des objets que l'on emporte avec soi est lourd de sens. Un objet concret, physique, qui est parfois le seul lien matériel avec la vie quotidienne d'avant la migration. On pense à cette famille qui, préparant son départ pour la Palestine, a envoyé en premier l'intégralité de la bibliothèque grand-maternelle, comme l'a expliqué **Patrick Farges** dans son intervention, symbole par excellence d'un patrimoine familial et culturel qu'il était impensable d'abandonner mais qui s'avère encombrant par la suite.

On peut également citer l'exemple d'un tablier, vu dans le musée de Marienfelde lors du séminaire de **Claire Trojan**. Apparemment sans grande valeur, il était indiqué qu'il avait été transmis de génération en génération : il devient alors symbole de la filiation, de la communauté familiale qui doit se perpétuer malgré l'exil. La valeur des objets ne se limite donc pas à une portée symbolique : un même objet peut revêtir de nombreuses fonctions. Par exemple, une peluche pour enfants pouvait servir de signe de reconnaissance, mais aussi de cachette pour l'argent, sans oublier bien sûr son importance affective pour l'enfant. Cet objet est exposé au musée du centre de Marienfelde, camp de transit pour personnes expulsées dans l'après-guerre qui sert aujourd'hui à l'accueil de réfugiés, venus principalement d'Irak et de Syrie.

De même, l'exposé d'**Aurélié Denoyer** sur les familles communistes espagnoles réfugiées, accueillies en RDA, montrait clairement les multiples dimensions de la culture matérielle pratiquée au quotidien, de sorte que l'exil politique des Espagnols en Allemagne de l'Est se présente non comme un objet, mais bien comme un terrain d'étude. Et la reconstruction des trajectoires biographiques passe aussi par une attention aux objets et aux traces matérielles, qui renseignent sur les constructions identitaires.

Dans le musée Stille Helden, que nous avons visité lors du séminaire de **Susanne Beer**, sont exposés de nombreux objets accompagnés d'une légende concernant leur propriétaire. L'exemple le plus frappant est la clef de la maison d'Alice Löwenthal, l'une des personnes juives réfugiées dans la fabrique d'Otto Weidt, qu'elle avait gardée pendant tout le temps où elle s'était cachée, dans l'espoir de rentrer un jour. La clef est ici symbole de l'espace intime, clos, d'un espace habitable privé (contrairement à la « cache »), mais elle est aussi symbole du quotidien perdu. La légende précise qu'Alice Löwenthal est retournée dans sa maison après la guerre. Mentionnons que le travail forcé sous le « Troisième Reich » fut paradoxalement utilisé par certains entre-

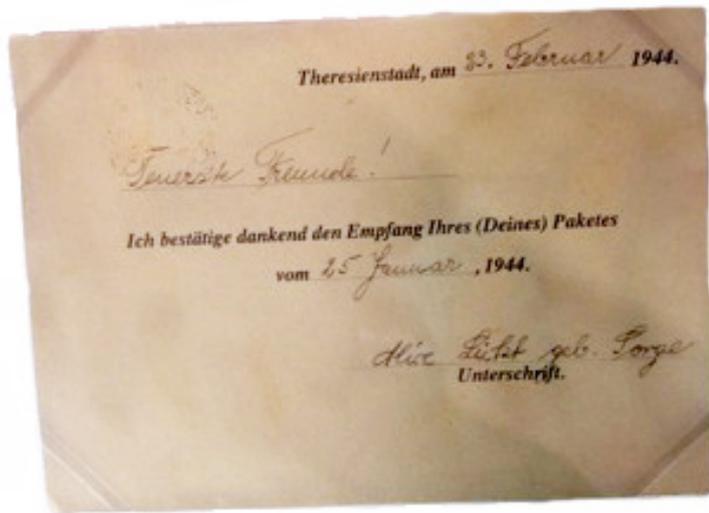
preneurs pour protéger les personnes exploitées : c'était le cas d'Otto Weidt. De même, les dominés/exploités pouvaient également user de ruse afin de déjouer la censure, par exemple à travers des messages codés dissimulés dans des cartes postales (voir document, carte postale d'Alice Licht envoyée depuis le ghetto transit de Theresienstadt).



Visite du musée *Stille Helden*



Visite du musée *Otto Weidt*



Document : Pour faire comprendre à son ancien employeur Otto Weidt qu'elle est en danger, la jeune femme signe « geb. Sorge », c'est-à-dire « née Souci », après son nom d'épouse.

L'importance de la matérialité est aussi caractérisée par des représentations de l'absence et du vide : que ce soit dans le musée Stille Helden visité avec **Susanne Beer** ou dans les albums présentés par **Sandra Starke**, il y a souvent des objets ou des images manquantes, comme si le récit ne pouvait se faire sans s'appuyer sur un objet, au point de mettre en scène un cadre vide. Dans les albums familiaux, il s'agit souvent de photographies volontairement enlevées pour effacer toute trace d'une mémoire devenue honteuse ou qu'on ne peut plus décemment mettre en avant d'un point de vue social, à l'exemple des photographies en uniforme de la Wehrmacht ou de la SS.

Les albums photo donnent lieu à une représentation au sein de l'espace privé qui est à la fois fantasmée et contrôlée. Ainsi, les albums familiaux sont à l'origine une expression de la famille bourgeoise, de son admiration pour les progrès technologiques, qui lui permettent de construire une mémoire personnelle visuelle. Avec l'avènement de l'ère des idéologies, le modèle officiel donné par les instances publiques prend appui sur ce mécanisme de tri instinctif et le renforce :

- afin de montrer que l'on adhère au modèle préfiguré par la propagande (dans les cas étudiés, national-socialiste ou, pour la RDA, communiste) ;
- afin de ne pas être considéré comme un opposant politique et donc de préserver sa famille dans la mesure du possible des brutalités infligées par le régime en place.

L'album photo reste un objet de souvenir, mais devient aussi un objet de propagande.

Un exemple extrême est l'album photo du commandant de Buchenwald, Karl-Otto Koch. Les prisonniers doués pour la photographie étaient forcés de photographier la famille du commandant, une famille heureuse, parfaitement bourgeoise se livrant à des activités quotidiennes les plus « banales ». Mais derrière chaque photographie – la visite du zoo du camp ; le père jouant avec son fils, etc. – se cachent en réalité des rapports de domination et de violence,

qui sont cette part « invisible » des camps. À l'inverse, les photographies représentant des prisonniers lors de l'entrée dans les camps leur ôtent toute individualité : elles expriment, tout comme les photos privées prises par des officiers de la *Wehrmacht* (à voir dans l'exposition « *Fremde im Visier* », organisée par Petra Bopp et Sandra Starke en 2012), le « regard sur l'autre » aliénant et idéologisé.

Parmi les quelque 5 000 images des années 1920 à 1940 trouvées dans un ancien atelier de photographie du sud-ouest de l'Allemagne (et acquises par Sandra Starke), les photographies de famille montrent une prépondérance de l'uniforme. La représentation de la famille idéale suit l'idéologie de l'État et la photographie devient « un devoir racial et familial ». Cependant, les images ne suivent pas toujours les préceptes officiels et laissent parfois transpercer une humanité bridée par le régime, comme dans le cas de ce couple d'une cinquantaine d'années, posant, en 1943, à côté de leurs fils (âgés respectivement de 16 et 18 ans) en uniforme de la Wehrmacht. La mère y semble soucieuse, presque torturée intérieurement, comme on peut le voir à ses mains qui enserrant les mains de son mari, à son air hagard et son absence de sourire, à l'inverse de la joie que l'on se devait de montrer à ces occasions. Comme le révèle **Sandra Starke**, les deux fils sont morts à la guerre quelques mois plus tard.

Il paraît évident que les représentations familiales portées par des objets enferment des enjeux mémoriels significatifs. Nous avons pu constater au fil de l'atelier que les cultures matérielles, à travers leurs multiples usages, traduisent une vision souvent idéalisée et non problématisée de la famille. Or la famille est le lieu de rapports de pouvoir dissymétriques et d'une politique de représentation.

CONCLUSION

Les représentations familiales sont donc particulièrement révélatrices de l'orientation mémorielle (notamment en ce qui concerne la mémoire de l'Allemagne nazie). Lors de la visite du musée des *Stille Helden* (*Silent Heroes*), la guide conférencière a livré l'image d'une famille idéalisée, lisse et homogène, comme s'il s'agissait des protagonistes d'un film à suspense, qui participe de cette entreprise. La place n'est pas toujours donnée à l'histoire des conflits familiaux, des difficultés de l'intime partagé (ou envahi) par tous et, en cela, la reconstruction mémorielle de la famille cachée témoigne de représentations familiales qui ne laissent pas de place à la nuance. Ainsi, le musée apparaît comme un support de reconstruction de la mémoire, et met en lumière des représentations familiales héroïsées, idéalisées à travers une culture matérielle minutieusement sélectionnée. L'histoire des liens familiaux a partie liée avec une histoire des représentations, par le biais de sources multiples, parmi lesquelles figurent les objets, au sens large, en tant que témoignages non neutres d'une réalité familiale parfois difficile à envisager, souvent (re)construite mais dont il faut s'attacher à rendre l'unité. Il faut donc aussi appréhender le fait familial sur un temps long, celui de la transmission, du souvenir qui influence le présent, aux opérations mémorielles qui maintiennent le passé vivace. Cette continuité, parfois forcée, voire fantasmée, cette relative linéarité propre à la famille – dans son acception « verticale » – méritent d'être interrogées.



Visite du musée du centre de *Marienfelde*, camp de transit pour personnes expulsées dans l'après-guerre (photo Elissa Mailänder)

Rédactrices et rédacteurs :

Anna Breteau (Sciences Po/USPC), **Theresa Chorbacher** (Sciences Po/USPC), **Clément Collard** (Sciences Po/USPC), **Aurélié Denoyer** (Centre Marc Bloch), **Patrick Farges** (Sorbonne Nouvelle/USPC), **Marion Guibourgeau** (Sorbonne Nouvelle/USPC), **Camille Mahé** (Sciences Po/USPC), **Elissa Mailänder** (Sciences Po/USPC), **Guillaume Mulot** (Panthéon Sorbonne), **Sélim Nadi** (Sciences Po/USPC), **Annette Nogarede** (Sorbonne Nouvelle/USPC), **Anna Péan** (Sorbonne Nouvelle/USPC), **Cécile Poulot** (Sorbonne Nouvelle/USPC), **Romain Ravignot** (Paris Sorbonne), **Emilie Savard-Malenfant** (Université du Québec à Montréal), **Elena Smirnova** (Paris Diderot/USPC), **Morgane Walter** (Centre Marc Bloch), **Lola Zappi** (Sciences Po/USPC).